

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA :

On a beau dire, Abdelaziz Bouteflika aura marqué l'histoire de l'Algérie post-indépendance avec une constance indéniable en se retrouvant, à chacun de ses grands tournants, dans la position d'un homme-clef du système politique soit pour déclencher des crises soit pour les résoudre.

Servi par une baraka à laquelle il croit, sincèrement, en soufi disciple d'Ibn El-Arabi et de l'Emir Abdelkader, mais aussi par un don politique qui lui fait décoder et démêler, avant les autres, et avec beaucoup d'opportunisme, les situations les plus compliquées et les plus embrouillées, ce fils d'Oujda, grandi dans la proximité des zaouïas et de la poésie populaire des grands bardes de l'Ouest, s'est, dès son jeune âge, imposé comme un politicien intelligent qui savait, patiemment, attendre son heure, toujours embusqué dans les coulisses des cercles tutélaires. Comme son modèle Houari Boumediene à qui il vouait une amitié et une fidélité jamais démenties, sans, toutefois, posséder sa profondeur stratégique et son érudition idéologique, il n'avait été ni un militant de parti ni un militaire au sens strict du terme.

La conception qu'il avait des affaires de l'Etat ne souffrait le voisinage d'aucun engagement partisan auquel il aurait voué toute son âme, ainsi que le firent, avec des fortunes diverses, les premiers dirigeants du Mouvement national et de la Révolution armée, ce qui expliqua les rares atomes crochus qui le lièrent au FLN pré-ou post-indépendance, même s'il dût, après 2004, en accepter, par calcul, la présidence d'honneur, alors qu'il était chef d'Etat, censé avoir été élu par consensus, au-dessus des apparentements partisans.

L'armée n'avait pas été, non plus, un horizon vers lequel il aurait souhaité tendre. Tout juste si elle devait lui servir de boussole pour s'orienter et de marche-pied pour gravir les échelons de la hiérarchie de l'Etat ainsi que le 19 juin 1965 eut à l'illustrer.

Non, Abdelaziz Bouteflika était, avant tout, l'homme des jeux politiques souterrains, réservés aux seuls initiés, et dans lesquels il excellait. Il était l'homme des passages en force qui ne trouvait sa mesure que dans les épreuves imposées par les concurrences entre les clans et les chefs pendant et après la Révolution.

Avec le temps, il apprit à les connaître et à en apprivoiser la balance avec une certaine science de la manœuvre et de la psychologie politique, arrivant, toujours, à tirer son épingle du jeu et à se dépêtrer des situations les plus périlleuses, aidé, il est vrai, par l'omnipotence du dogme inamovible de la légitimité révolutionnaire, c'est-à-dire la raison du plus fort.

Il le prouva, une première fois, lorsque, envoyé, avant 1962, en mission au château d'Aulnoy par l'état-major général de l'ALN, il réussit à obtenir d'Ahmed Ben Bella, réprouvé par ses codétenus, l'onction dont l'armée des frontières avait besoin pour disqualifier le GPRA et le CNRA, les instances légales de la Révolution avec lesquelles elle était en conflit, officiellement, au sujet des Accords d'Evian. Il le fit, une seconde fois, lorsqu'il parvint à arracher au premier vice-président et ministre de la Défense, la décision d'engager, avec le soutien du groupe d'Oujda dont il était l'égérie, le processus de divorce d'avec un président victime de ses improvisations et de ses naïves illusions. Ce fut, à partir de ce moment-là, qu'il s'ouvrit, par son entregent et sa ruse, une voie royale vers la concrétisation de ses ambitions, affranchi, à un âge précoce, de tout parrainage, hormis la protection du président Boumediène qui le



Photo : Samir Sid

présentait, chaque fois qu'il le dépêchait auprès des chefs d'Etat étrangers, comme son frère siamois, investi de tous les pouvoirs pour parler en son nom.

Il était tout feu, tout flamme, enjoué, croyant aveuglement à sa bonne étoile, le sourire séducteur, les yeux parlants, la mise impeccable, signée par les grands couturiers parisiens, des qualités qui le distinguèrent, très nettement, de son auguste mentor, attaché, lui, à paraître sous des dehors plus spartiates. Avec de tels atouts, il se hissa, rapidement, sur le piédestal des coqueluches de la presse internationale à laquelle il n'arrêta pas de s'adresser, avec, il faut le reconnaître, beaucoup d'aisance, à coups d'imparfait du subjonctif, sur le perron de l'Elysée ou sous les lambris du palais de Manhattan dont il était devenu un familier. Plus rien ne le retint, après qu'il se fut introduit dans la cour des grands et qu'il eut l'honneur de présider, au nom de l'Algérie, l'Assemblée générale de l'ONU. Il s'était forgé une telle notoriété internationale qu'il cessa d'assister aux réunions du Conseil de la Révolution et plus tard, aux sessions du comité central du parti, provoquant un profond malaise parmi ses compagnons comme Chérif Belkacem ou des ministres comme Belaïd Abdesselam et Ahmed Taleb El-Ibrahimi qui voyaient d'un mauvais œil cet envol et cette liberté soustraits à tout contrôle. De plus, l'image de playboy de la diplomatie qu'il donnait à voir de lui, à l'étranger, jurait avec le rigorisme du socialisme d'Etat que la doctrine officielle du pouvoir révolutionnaire tenait à proposer comme modèle à suivre aux pays non alignés, accueillis en grande pompe à Alger, en 1973, pour avaliser les thèses algériennes sur le nouvel ordre économique international et le nouvel ordre mondial de l'information. Qu'on ne s'y méprenne, cependant, pas : Abdelaziz Bouteflika, pour aussi fin diplomate et funambule planétaire qu'il fut, n'en était pas moins un homme isolé, coupé des arrières d'un intérieur qui l'avait, vite, délégitimé, à cause de ses longues absences, de sa morgue de fort en thème et du complexe de supériorité qu'il affichait vis-à-vis de ses pairs.

D'ailleurs, aux yeux du pré carré du pouvoir d'Etat, il n'était que l'habile interprète des thèses qu'il défendait dans les forums mondiaux. Pas la source. Il n'en avait pas la paternité. La politique étrangère était le domaine réservé du président Boumediène, gestionnaire direct et exclusif des dossiers mondiaux du non-alignement et des relations avec les dirigeants des pays socialistes, Brejnev, Mao, Tito, Castro, l'interface exclusif de Nasser, de Kadhafi,

de Hafez El-Assad, de Saddam Hussein, du Shah d'Iran, de Yasser Arafat et des Américains dont il recevait, en leader influent, le secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, qui venait, en personne, au Palais du peuple, prendre connaissance de ses analyses et de ses avis. Echoyaient à Abdelaziz Bouteflika les contacts avec les Français et les Marocains auxquels le Président répugnait pour les raisons que l'on sait, ce qui lui fit coller, pour longtemps, l'étiquette, alors, dévalorisante de «libéral pro-occidental» qui lui sera fatale lorsqu'il fallut trouver un successeur au défunt président Houari Boumediène qu'il pensait pouvoir remplacer, légitimement, à la tête de l'Etat en tant que binôme primus inter pares et héritier présomptif incontestable. Une illusion entretenue le temps de la lecture d'une oraison funèbre qu'il déclama, sur le ton d'un gospel, les yeux cachés par des lunettes noires ; une ambition, spectaculairement, avortée par le 4^e Congrès d'un parti du FLN dominé par l'aile socialisante qu'il tenait pour quantité négligeable et par l'armée qui lui préféra l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Une décision qu'il reçut comme un coup de glaive dans le dos, aggravée par la mise en débat prononcée, à son encontre, par la Cour des comptes pour sa mauvaise gestion présumée des fonds alloués aux représentations diplomatiques algériennes à l'étranger. L'infamante exclusion du comité central du parti adoptée, à l'unanimité, par la commission de discipline finit par l'abattre et lui fit prendre le chemin d'un exil discret au cours duquel il vécut les affres d'une longue traversée du désert dans le rôle énigmatique de conseiller des émirs du Golfe.

Une blessure très vive qui demeura, longtemps, béante et qui éclairera, plus tard, en sus de ses traits de caractère prononcés, bien des positions politiques et bien des comportements personnels, quant il fut rappelé aux affaires, en 1999, par les décideurs militaires, suite à la démission du président Liamine Zeroual, une phase parmi les plus critiques de la vie politique de l'Algérie de cette époque.

Bien que visiblement amoindri et vieilli par ces années d'excommunication et d'oubli, reparaissant, à la tribune de l'hôtel El-Auras, au départ de sa campagne électorale de la présidentielle, un peu gauche, le geste hésitant, le nez chaussé d'épaisses lunettes à double foyer et vêtu d'un costume trois-pièces à la mode décalée, le faisant prendre, aux yeux des jeunes qui ne l'avaient pas connu, pour un has been, il ne prit pas beaucoup de temps pour rebondir, reprendre de

l'allant, repartir à l'abordage du pouvoir, le style qui lui sied le mieux, usant et abusant de fougades et de formules populaires puisées dans un lexique aux ressources illimitées. Et très vite, il séduit, de nouveau, en jouant sur les cordes sensibles de la souveraineté, de la justice et de la vérité, les leitmotivs préférés du peuple.

Il exigea, en «gaullien» assumé, d'être un président aux pleins pouvoirs, maître de l'ordonnance et du référendum, exprima, publiquement, ses réserves vis-à-vis de la Constitution et du Parlement qu'il n'hésite pas à mettre entre parenthèses et en quarantaine, et, un brin provocateur, il déclara que s'il avait eu vingt ans, il serait monté au maquis pour combattre le déni du droit. Y avait-il meilleur programme, plus simple et plus direct, que celui-ci – car il n'en avait aucun de pré-établi – pour s'attirer la sympathie et l'adhésion des plus larges secteurs de la population qui découvrit, non sans plaisir, en plus de l'orateur atypique bilingue qu'il était, un fqih, exégète du Coran et poète à ses heures, amoureux des traditions et des arts raffinés des cités de la «hadra» algérienne, en particulier de Constantine et de Tlemcen, les villes les plus visitées, en 14 ans de mandat, avec Sétif et Béchar dont il vanta, souvent, la beauté des femmes et des costumes. Pragmatique, opportuniste et toujours meilleur interprète que compositeur, il se saisit de la loi sur la rahma du président Liamine Zeroual qu'il dépouilla de ses garde-fous politiques et transforma en un programme consensuel, valable ad-vitam aeternam. C'est avec ce via-

tique, réduit à une plaidoirie pour la repentance et la réconciliation nationale et renvoyant, sans autre forme de procès, dos à dos, tous les protagonistes des années noires, qu'il s'en alla sillonner un pays profond, lassé par le terrorisme et les violences d'une administration corrompue.

Non sans recueillir le retour d'écoute favorable de la population flattée par le discours mi-traditionaliste, mi-moderniste, promettant la réhabilitation de la dignité de l'Algérien résu-mée par le fameux «relève la tête ya ba !» et le retour de l'Algérie sur la scène internationale qui le firent identifier à Houari Boumediène, l'homme auquel il

avait rêvé de succéder.

Ses adversaires lui prêtèrent, cependant, un autre projet et d'autres intentions plus subjectives : ceux de prendre sa revanche sur les forces qui firent échec à ses ambitions présidentielles de 1979, à savoir :

1- l'armée contre laquelle il engagea une guerre d'usure soft jusqu'à la faire rentrer dans les rangs, en l'encadrant par des hommes acquis à sa cause, à l'exclusion du DRS qui demeura, pour l'essentiel, en dehors de son champ de contrôle, en dépit de ses velléités de le faire chapeauter par Nourredine Zerhouni, son ami de toujours ;

2- le parti dont il demanda la soumission pour se laver de l'affront que lui fit essuyer la commission de discipline présidée par Amar Benaouda venu s'effondrer entre ses bras et faire son mea-culpa, en pleurant, lors de la cérémonie d'investiture de 1999, pour la décision de bannissement qu'il fit voter sur l'ordre de Chadli Bendjedid, le Président-secrétaire général du FLN.

Il y a peut-être du vrai dans ces suppositions, mais ce serait trop schématiser et trop caricaturer les positions et l'action de Abdelaziz Bouteflika qui ne sauraient être résumées aux égarements d'un gros ego, ses idées et son sentiment sur les questions de l'armée, du parti du FLN et de la démocratie, en général, à laquelle il est, du reste franchement hostile, devant être replacées dans un contexte plus global et moins simplifié.

Au sens de nombre de nos concitoyens, la voie la plus judicieuse serait de travailler à la définition et à l'établissement d'un pacte national de gouvernement qui impliquerait, avant le rendez-vous de 2014, toutes les forces représentatives du pays, afin que l'élection présidentielle, qui en sera le premier maillon, soit l'amorce réussie d'une nouvelle ère politique.